LETTRE DU CALED 35 - N°8

La CGT, hier comme aujourd'hui, résolument antifasciste !

LE CALED C'EST QUOI ?

Le Collectif Antifasciste de Lutte contre l'Extrême Droite c'est un collectif de syndiqué-e-s de l'Union Départementale d'Ille-et-Vilaine, qui a pour but de lutter contre l'extrême-droite sous toutes ses formes, dans les syndicats, sur les lieux de travail, et dans la société en général. Les réunions mensuelles du CALED sont ouvertes à tous les syndicats et ses membres sont disponibles pour intervenir à propos de l'extrême-droite dans vos réunions syndicales !

L'Edito de mai 2026

LES INCOHERENCES DU RASSEMBLEMENT NATIONAL SUR LE 1ER MAI

Le 1er mai occupe une place particulière dans la vie politique française. **Journée internationale des travailleurs, historiquement portée par les syndicats et les luttes sociales, elle est aussi devenue, depuis plusieurs décennies, un moment politique pour le Rassemblement national.**
Pourtant, derrière cette appropriation, plusieurs incohérences apparaissent dans le positionnement du parti.

Une récupération politique d'une fête syndicale.
Traditionnellement, le 1er mai est une journée de revendications sociales organisée par les syndicats. Le RN, quant à lui, a progressivement construit un événement parallèle centré sur Jeanne d'Arc et l'identité nationale. Ce décalage est déjà une première contradiction, le parti cherche à capter une symbolique sociale tout en s'en éloignant historiquement. Ce choix n'est pas anodin. **Il traduit une volonté de transformer une journée de luttes sociales en un moment de communication politique identitaire, parfois en opposition directe avec les revendications portées ce jour-là par les travailleurs eux-mêmes.**

Un discours social, mais des positions contestées.
Le RN se présente régulièrement comme un défenseur du pouvoir d'achat et des classes populaires lors de ses discours du 1er mai. Marine Le Pen dénonce par exemple la désindustrialisation ou la situation des travailleurs. **Cependant, plusieurs analyses de votes parlementaires montrent un décalage entre ce discours et certaines positions concrètes.** Par exemple, **le groupe RN vote contre l'augmentation du SMIC, contre l'indexation sur l'inflation, pour le durcissement des droits à l'assurance chômage. Contre l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, et au niveau européen contre l'instauration de salaires minimum en Europe.** Cette tension entre discours social et pratiques politiques nourrit l'idée d'une stratégie davantage électorale que réellement alignée sur les revendications du monde du travail.

Une position ambiguë sur le travail le 1er mai
L'actualité récente illustre une autre incohérence. Le RN a critiqué le gouvernement pour avoir renoncé à élargir le travail le 1er mai, dénonçant son « impuissance ». Or, cette critique intervient dans un contexte où une partie de la droite, incluant des soutiens du RN, avait poussé des propositions visant à permettre le travail ce jour-là dans certains secteurs. Cela crée une ambiguïté : **D'un côté, le RN se positionne comme défenseur des travailleurs et du caractère symbolique du 1er mai, De l'autre, il soutient ou relaie des mesures qui pourraient banaliser le travail ce jour-là.** Depuis plusieurs années, le RN mène une stratégie de « dédiabolisation » pour apparaître plus crédible et en capacité de gouverner. Le 1er mai s'inscrit dans cette logique : **le parti tente d'adopter un discours plus social pour élargir son électorat. Mais cette évolution coexiste avec un ADN politique historiquement éloigné des syndicats et des luttes ouvrières.** Avec un positionnement parfois difficile à lire, oscillant entre discours social, stratégie identitaire et repositionnement électoral.

En conclusion, le rapport du Rassemblement national au 1er mai illustre une tension plus large au sein du parti, vouloir incarner la défense des travailleurs tout en s'écartant des traditions et des pratiques associées à cette journée. **Entre récupération symbolique, contradictions programmatiques et ambiguïtés politiques, le RN peine encore à proposer une ligne totalement cohérente sur ce terrain. Cette ambiguïté peut être vue soit comme une stratégie d'élargissement, soit comme une limite structurelle de son positionnement.**

Bardella, l'aristocrate et l'empire Arnault

Le mois dernier, nous apprenions dans un article de Paris Match, le nom de la nouvelle compagne de Bardella, Maria Carolina de Bourbon des Deux-Siciles. Son nom parle pour elle, il s'agit d'une noble, héritière du trône des Deux-Siciles, un ancien royaume du Sud de l'Italie. **Au-delà de l'aspect people de cette annonce, c'est bien le moment et l'hebdomadaire qui a diffusé la nouvelle qui nous intéresse.**

En effet, depuis octobre 2024, **Paris Match appartient au groupe LVMH, propriété du milliardaire Arnault.** Si ce dernier a eu tendance à s'afficher ces dernières années avec Macron plutôt qu'avec des membres du Rassemblement National, cela semble changer depuis quelques mois. Le 7 avril dernier, celui-ci a ainsi dîné avec Marine Le Pen et d'autres dirigeants de grandes entreprises**. À un an des élections, il est évident que tous ces patrons, Arnault compris, placent certaines de leurs cartes dans une possible victoire du camp Le Pen.**

Marine Le Pen se s'embarrasse pas de savoir qu'en juin 2025, un procès avait commencé contre une société de prestations viticoles Anavim qui acheminait du vin pour Moët & Chandon, propriété de LVMH. Suite à la découverte par des inspecteurs du travail de ***57 travailleurs étrangers employés dans un vignoble dans des conditions qualifiés de "traite d'êtres humains" par le tribunal lui-même***, Anavim a été dissoute sans que le groupe LVMH ne soit inquiété alors même que c'est lui qui tirait les plus gros bénéfices de cette exploitation.

Pour revenir à la dimension ultra-réactionnaire de Bernard Arnault, il faut rappeler que depuis plusieurs années, celui-ci voit dans Bolloré, un compagnon d'affaire plutôt qu'un adversaire économique. Ainsi, en 2024, LVMH a investi pour près de 6 millions d'euros en publicité dans le JDD. **Il n'a aucun problème avec la lancement par Bolloré de l'Institut de l'espérance, un groupe de réflexion ultra-conservateur ayant déjà rédigé une centaine de mesures que Bardella s'empresse déjà de répéter abondamment espérant continuer à obtenir les faveurs du milliardaire.**

LETTRE DU CALED 35

La CGT, hier comme aujourd'hui, résolument antifasciste !

Bolloré fait des siennes chez Grasset

Nous vous parlions dans l'article du mois dernier « Et si nous agissions syndicalement contre l'empire Bolloré ? », de la sphère d'influence colossale du milliardaire d'extrême-droite dans le monde éditorial, culturel et médiatique. L'actualité récente chez l'éditeur Grasset nous conduit à mettre une nouvelle pièce dans la machine.
Pour rappel, Olivier Nora, qui était depuis 26 ans, le PDG de la maison d'édition Grasset, a été licencié à la demande de Vincent Bolloré, propriétaire du groupe Hachette (3e groupe d'édition mondial), dont Grasset fait partie. Ce licenciement soudain, suivi de la la mise à la tête de la maison d'édition d'un de ses fidèles de longue date, Jean-Christophe Thiery de Bercegol du Moulin, a conduit au **départ de plus de 240 auteurs et autrices de Grasset, en protestation contre la mainmise de Bolloré.** Pourtant Bolloré était propriétaire de Grasset depuis déjà trois ans, sans que cela ne déclenche d'esclandre de la part de ces mêmes auteurs.

Dans une tribune du JDD (qui lui appartient), Vincent Bolloré s'est exprimé le 19 avril sur l'« Affaire Grasset ». Pour justifier ce licenciement médiatique, il énonce les performances financières décevantes de Grasset, ainsi que la rémunération particulièrement élevée d'Olivier Nora (1,017 million d'euros), mais aussi des désaccords éditoriaux entre Hachette et Grasset. **Il s'étonne aussi : « Alors que la situation financière et sociale de millions de Français est, elle, actuellement réellement préoccupante, comment cette affaire peut-elle faire tant de vacarme ? ». Bolloré qui s'inquiète du sort des classes populaires on ne l'avait pas vu venir !**

Bolloré se pose en lanceur d'alerte : « Simplement parce que cela touche une petite caste qui se croit au-dessus de tout et de tous et qui se coopte et se soutient, et qui, grâce à sa capacité de fracas médiatique, fait peur à beaucoup. ». **Ici on ne sait pas si Bolloré parle de la caste des auteurs bourgeois à succès ou de la sienne, celle des milliardaires ultra-réactionnaires.**

Au CALED, nous vous parlons de cette affaire, non pas pour nous apitoyer sur le sort d'un PDG millionnaire, licencié de façon cavalière, mais bien car elle permet d'illustrer le renforcement constant de l'empire Bolloré, auquel il est impossible d'échapper, tant il est omniprésent dans nos vies. Ensuite, il faut rappeler que **ce qui se passe chez Grasset, s'est déjà passé chez le JDD et chez I-Télé . Dans les deux cas, des grèves ont éclaté, et ont conduit au départ de la quasi-totalité des rédactions.** Il est important de rappeler que lorsque Bolloré s'approprie un média ou une maison d'édition, il n'achète pas (comme il peut le faire dans l'industrie) uniquement un appareil et des salariés destinés à faire du profit via la production de marchandises ou de services, mais aussi une place dans l'espace public, qui pourra servir de plateforme à son agenda politique réactionnaire. Dans cette optique, il n'y a donc aucun problème à remplacer entièrement une rédaction récalcitrante.

En clair, rien de nouveau dans la galaxie Bolloré, nous avons toujours raison de lutter pour un service public de l'information et de la culture face à l'extrême-droite !

Défaite d'Orban en Hongrie : premier revers pour l'internationale réactionnaire

Le 12 avril dernier se tenaient en Hongrie des élections législatives. Depuis 2010, celles-ci étaient successivement remportées par le Fidesz, le parti de Victor Orban, un parti d'extrême-droite.

Mais en ce milieu du mois d'avril, **c'est Tisza, un parti de droite libérale dirigé par Péter Magyar qui a remporté les élections** avec 53% des voix, faisant de ce dernier le nouveau premier ministre hongrois. **Ce changement de dirigeant à la tête de la Hongrie n'est pas une victoire pour les travailleurs.** En effet, Magyar est loin d'être un progressiste, il a été membre du Fidesz pendant plus de 20 ans avant de voir l'opportunité que représenterait une candidature alternative sur des bases anti-corruption et davantage centrée sur la Hongrie.
Cet aspect est loin d'être négligeable dans cette élection, depuis plusieurs années, **Orban semblait se désintéresser de la politique intérieure et des problèmes créés par la crise du capitalisme dans son pays privilégiant des sorties internationales aux côtés de Milei, président argentin ultra-réactionnaire, Trump ou encore Netanyahou.**
Magyar quant à lui apparaît comme peut-être plus raisonnable sur les sujets internationaux où il suivra probablement la ligne portée par l'Union Européenne sur la guerre en Ukraine. En attendant, celui-ci est accusé de violences conjugales et son programme n'augure rien de bon pour le prolétariat hongrois tant il semble aussi adepte des idées néolibérales que son prédécesseur.

Finalement, la gauche semble la grande absente de cette élection. L'alliance 'Unis pour la Hongrie' regroupant les adversaires historiques d'Orban depuis 2010 n'a pas su se renouveler et aucun parti d'opposition n'a su proposer un programme radical et de rupture.
Magyar possède à présent une large majorité pour gouverner, osera-t-il mettre en place les quelques réformes sociales promises dans son programme ou se contentera-t-il de réformes libérales visant à déplier la poigne de fer qu'avait instauré Orban dans son pays ? Réponse dans quelques mois !

Les actus du CALED

La prochaine réunion du CALED aura lieu le jeudi 21 mai à 18h30 à l'Union départementale, venez nombreux-ses pour participer à l'écriture de la prochaine lettre et pour échanger sur la lutte contre l'extrême-droite !

Nous avons aussi une **nouvelle adresse mail : caled35@cgt35.fr**, n'hésitez pas à nous contacter si vous souhaitez faire des remarques, ou que nous venions faire des interventions lors de vos réunions syndicales !